



Observatoire Afrique de l'Est de l'Est

Enjeux politiques & sécuritaires

LUTTER ET CONTESTER EN VILLE AU SOUDAN (2009-2018)

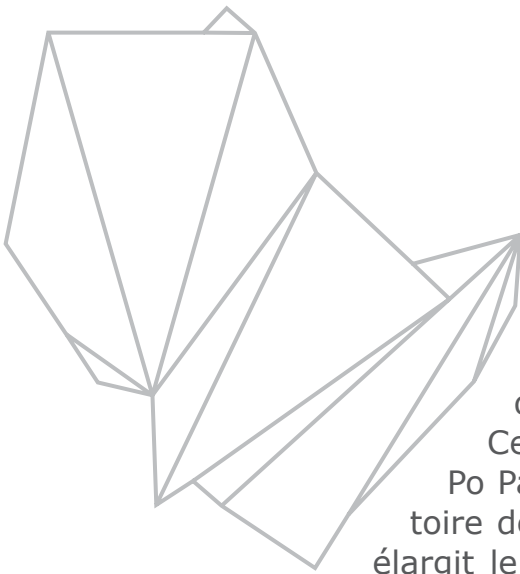
CLÉMENT DESHAYES

UNIVERSITÉ PARIS 8 – LABORATOIRE ARCHITECTURE, VILLE,
URBANISME, ENVIRONNEMENT (LAVUE)

NOTE ANALYSE 6
OCTOBRE 2018



SciencesPo
CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



L'Observatoire de l'Afrique de l'Est (2017-2010) est un programme de recherche coordonné par le Centre d'Etude et de Documentation Economique, Juridique et Sociale de Khartoum (MAEDI-CNRS USR 3123) et le Centre de Recherches Internationales de Sciences Po Paris. Il se situe dans la continuité de l'Observatoire de la Corne de l'Afrique qu'il remplace et dont il élargit le champ d'étude. L'Observatoire de l'Afrique de l'Est a vocation à réaliser et à diffuser largement des Notes d'analyse relatives aux questions politiques et sécuritaires contemporaines dans la région en leur offrant d'une part une perspective historique et d'autre part des fondements empiriques parfois négligés ou souvent difficilement accessibles.

L'Observatoire est soutenu par la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (ministère de la Défense français). Néanmoins, les propos énoncés dans les études et Observatoires commandés et pilotés par la DGRIS ne sauraient engager sa responsabilité, pas plus qu'ils ne reflètent une prise de position officielle du ministère de la Défense.

Il s'appuie par ailleurs sur un large réseau de partenaires : l'Institut français des relations internationales, le CFEE d'Addis-Abeba, l'IFRA Nairobi, le CSBA, LAM-Sciences Po Bordeaux, et le CEDEJ du Caire.

Les notes de l'Observatoire de l'Afrique de l'Est sont disponibles en ligne sur le site de Sciences Po Paris.

Coordination
Jean-Nicolas BACH
Roland MARCHAL



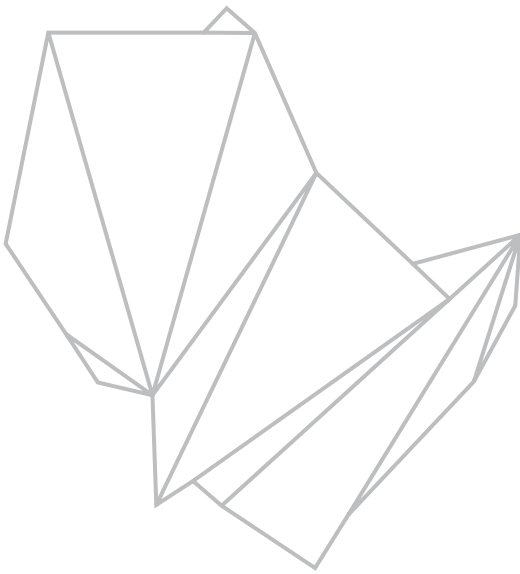


Table des matières

- 6. INTRODUCTION
- 13. ÉMERGENCE DE NOUVEAUX MOUVEMENTS DE CONTESTATION ET DE LUTTE CONTRE LA VIE CHÈRE
- 22. RENOUVEAU ET ACCROISSEMENT DES MOBILISATIONS SECTORIELLES ET LOCALISÉES
- 27. L'UNIVERSITÉ, LIEU DE MOBILISATION ET DE COMBAT POLITIQUE
- 31. CONCLUSION

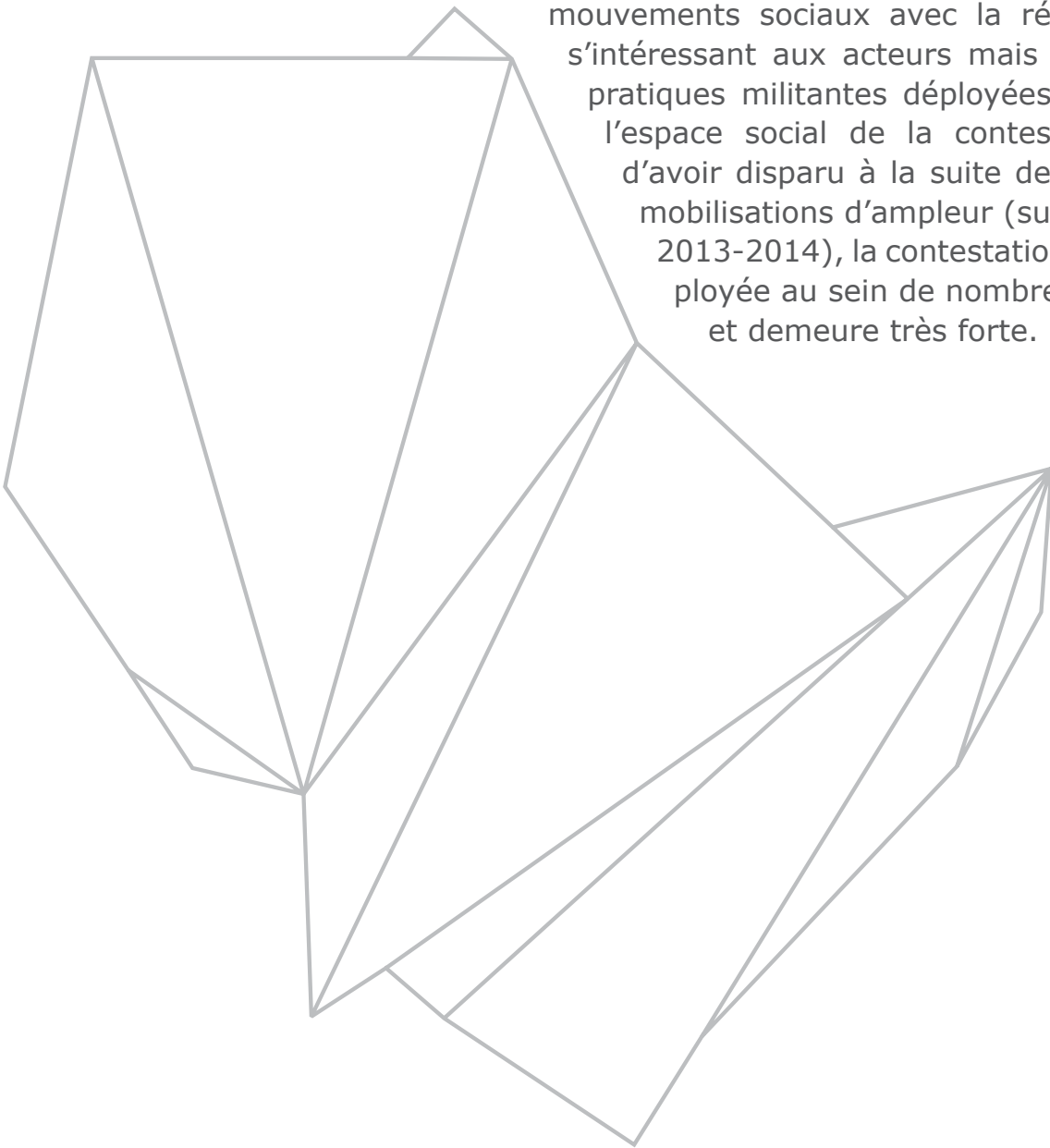
Villes et États du Soudan

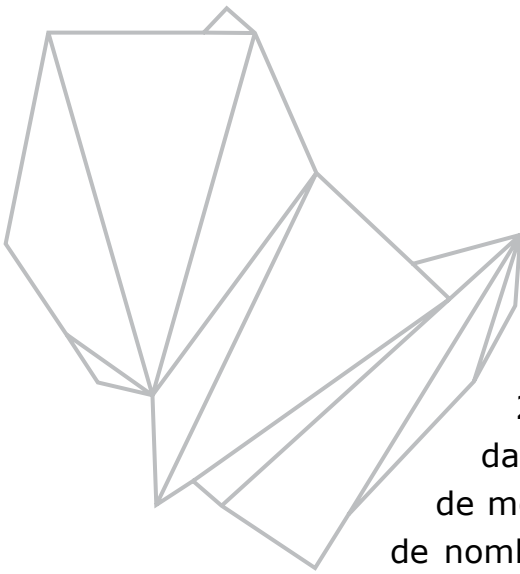


Résumé

Le Soudan connaît depuis une dizaine d'année un cycle de protestations et de contestations sur fond de crise économique, d'essoufflement du régime militaro-islamiste d'Omar el-Béchir, de guerre civile au Darfour, dans le Nil Bleu et les Monts Noubas et de séparation du Soudan du Sud. Ces protestations protéiformes et parfois innovantes font évoluer le répertoire de l'action collective traditionnel et sont bien souvent une remise en cause de l'ordre politique. Cette note explore l'évolution des formes de mobilisations sociales au Soudan depuis une dizaine d'an-

née ainsi que les rapports qu'entretiennent les mouvements sociaux avec la répression en s'intéressant aux acteurs mais surtout aux pratiques militantes déployées au sein de l'espace social de la contestation. Loin d'avoir disparu à la suite de l'échec des mobilisations d'ampleur (surtout depuis 2013-2014), la contestation s'est redéployée au sein de nombreux secteurs et demeure très forte.





Introduction

Le Soudan est le théâtre, depuis les années 2009-2010 et dans un contexte de conflits armés dans plusieurs régions, d'un cycle de conflits et de mobilisations¹ de grande ampleur, qui ont touché de nombreux secteurs de la société même si, contrairement à ses voisins des pays arabes, ces mobilisations n'ont pas mené à des processus révolutionnaires. Cette séquence d'intense conflictualité interroge néanmoins sur de nombreux points : la capacité d'innovation de groupes pour contester un régime dur, la circulation des pratiques militantes, les formes de réaction des organes sécuritaires, la résilience des pratiques autoritaires, l'émergence de nouveaux groupes et organisations, la possible apparition d'un mouvement social².

Des cycles de violences ont accompagné d'importantes luttes sociales et politiques au début des années 1960 et au milieu des années 1980³, marquant la mémoire collective soudanaise en amenant à la chute des régimes alors en place (celui de Ibrahim Abboud en 1964 et celui de Gaafar Nimeiry en 1985)⁴. Pour autant les mobilisations sociales des années 1960 à 1980 s'appuyaient sur des corps organisés notamment par des syndicats (rail, usines, docks, fermiers de la Gezira, médecins, enseignants, étudiants, avocats...) dont l'ap-

1. Le concept de cycle de mobilisation a été développé par Sydney Tarrow pour décrire à partir du cas de l'Italie des années 1960 et 1970 les phénomènes de multiplication et d'intensification des conflits sociaux avec l'apparition de nouvelles organisations, de nouveaux symboles et de nouvelles idéologies. Sydney Tarrow, *Cycle of collective action: Between moments of madness and the repertoire of contention* » in Mark Traugott (ed), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995.
2. Reprenons ici la définition de Charles Tilly et Sydney Tarrow du mouvement social comme « une campagne durable de revendication, qui fait usage de représentations répétées pour se faire connaître du plus large public et qui prend appui sur des organisations, des réseaux, des traditions et des solidarités. » Ainsi toutes les mobilisations, actions protestataires et conflits sociaux ne produisent pas ou ne sont pas le fait de mouvements sociaux. Charles Tilly, Sydney Tarrow (eds), *Politique(s) du conflit, de la grève à la révolution*, Presses de Sciences Po, 2015, p. 193.
3. La révolution de 1964 et l'*intifada* de 1985 sont des totems des partis de la gauche soudanaise. Ces événements sont pour ces groupes et partis à reproduire de manière identique sans prendre en compte l'évolution des structures socio-économiques et du contexte politique du pays. Ce mythe du modèle révolutionnaire a partiellement paralysé l'action de la gauche soudanaise après le coup d'état de 1989.
4. W. J Berridge, *Civil Uprising in Modern Sudan, The Khartoum Springs of 1964 and 1985*, Bloomsbury, London, 2015

pareil était proche historiquement du Parti communiste soudanais (PCS)⁵ et sur des élites économiques et intellectuelles très présentes dans la fonction publique et dans le commerce. Ces élites intellectuelles et/ou économiques sont historiquement liées aux grands partis politiques soudanais que sont le Democratic Unionist Party (DUP) mené par la famille Mirghani et adossé à la confrérie de la Khatmyya et le National Umma Party (NUP) dirigé par la famille Al Mahdi qui s'adosse aux Ansar (les Ansar sont les « compagnons » de la famille Al Mahdi descendante de Mohamed Ahmed Ibn Abdallah qui se proclame Mahdi à la fin du XIX^e siècle et établit, après avoir chassé Turcs et Britanniques, un régime théocratique au Soudan).

Les conflits sociaux particulièrement virulents qui se déroulent au Soudan depuis quelques années opèrent selon des mécanismes inédits, même si certaines continuités historiques sont évidemment notables. Les syndicats et certaines organisations socio-politiques avaient déjà été affaiblis sous le régime de Nimeiry, mais le coup d'État mené par Omar el-Béchar et les militants islamistes du National Islamic Front (NIF) en 1989, après seulement quelques années de démocratie libérale⁶, porte un coup décisif à ces structures. En effet, très rapidement le nouveau régime va s'atteler à détruire méthodiquement les groupes ou organisations pouvant le concurrencer dans la conduite du pays. Les nouveaux dirigeants vont s'appuyer pour cela sur des groupes de militants islamistes déjà actifs dans la concurrence des anciennes élites sur les campus, dans les villes industrielles, dans certaines régions rurales comme le Darfour ainsi que parmi des officiers de l'armée et des renseignements infiltrés dans ces institutions de longue date. Très rapidement les partis politiques sont interdits, les syndicats sont dissous, la presse soumise à la censure. Une purge d'une ampleur inédite se déroule dans l'ensemble de l'appareil d'État (administration centrale, enseignement public, armée, police, justice, services de renseignement, entreprises publiques...). Cette purge aurait touché jusqu'à 300 000 personnes appartenant ou suspectées d'appartenir à un parti politique, un syndicat – les membres des familles et proches étant aussi souvent visés.

De nombreux postes disparaissent ainsi ou sont occupés par des membres du NIF ou ses sympathisants. De même les bourgeoisies marchandes proches du

5. C'est notamment le cas en 1964. Pour autant il ne faut pas surévaluer l'impact du Parti communiste soudanais, d'autres groupes comme les mouvements islamiques et les groupes sectaires étaient aussi engagés dans ces processus révolutionnaires.

6. Le régime démocratique ne durera que de 1986 à 1989 lorsque le gouvernement de Sadiq El Mahdi est renversé par un coup d'État militaire dirigé en sous main par le NIF d'Hassan al-Tourabi.

DUP ou du NUP sont rapidement mises à l'écart par une nouvelle bourgeoisie proche du NIF et issue du secteur financier islamique. L'État tend à octroyer les marchés publics, contrats de fourniture, licence d'exploitation et d'exportation à cette nouvelle bourgeoisie, parallèlement à un processus de privatisation des entreprises publiques qui profite quasi uniquement à des proches du régime. Par ce processus le nouveau régime remplace rapidement une bourgeoisie traditionnelle issue en grande partie de la période coloniale et qui lui est hostile par une nouvelle élite économique qui lui est fidèle.

Le régime, communément appelé l'Inqaz, met en œuvre un certain nombre de politiques dans un contexte de guerre civile au Soudan du Sud qui perturbent durablement l'espace social. On mentionnera ici trois grands axes politiques du nouveau régime. Le premier concerne la mise en place d'une politique économique libérale basée sur l'austérité (excepté pour l'armée et les services de renseignements) et sur la privatisation de l'économie (privatisation des nombreuses entreprises publiques mais aussi privatisation progressive de services publics comme la santé ou l'éducation)⁷. Le deuxième concerne l'accélération d'une politique d'islamisation de la société (commencée en septembre 1983 sous Gafaar Nimeiry). Cette politique s'appuie sur des lois d'ordre public et vise un contrôle substantiel de l'espace public et sa dépolitisation en reposant sur une morale religieuse difficilement contestable par toute une partie de l'opposition s'appuyant eux même sur des formes de légitimations religieuses (NUP et DUP). Enfin, la poursuite des politiques d'arabisation au début des années 1990 (non assumée publiquement dans ce cas par le régime) provoque de nombreux conflits sociopolitiques durant l'ensemble de cette période⁸. Cette politique d'arabisation s'articule historiquement et socialement à la domination économique et politique des tribus arabes dites riveraines (habitant le long des rives du Nil au nord du Soudan)⁹.

A partir des années 2000 et de l'exploitation nouvelle des ressources pétrolières, le régime soudanais oriente sa politique économique vers le développe-

7. Sur les évolutions économiques du régime de l'Inqaz et le remplacement des élites, voir Roland Marchal and Einas Ahmed, « Multiple uses of neoliberalism. War, New boundaries, and Reorganization of the Government in Sudan » in Francisco Gutierrez and Gerd Schonwalder, *Economic Liberalization and Political Violence, Utopia or Dystopia*, Pluto Press, 2010, London.

8. Des années 1990 à la période actuelle de nombreux conflits se sont déroulés au Soudan en lien avec la politique d'arabisation du régime comme la poursuite du conflit au Soudan du Sud, la guerre civile du Darfour, la rébellion de l'Est durant les années 1990. Il ne s'agit pas ici d'expliquer ces conflits par ce facteur unique mais bien d'en souligner la complexité et les multiples racines politiques, sociales, historiques et économiques à ces conflits.

9. Cette thèse est défendue par un grand nombre d'auteurs comme Atta El Battahani et Abdullahi Osman El Tom dans l'ouvrage de Salah M. Hassan and Ray, *Darfur and the Crisis of Governance in Sudan*, Ithaca, 2009 ou encore par Francis M. Deng dans *War of Visions ; Conflict of Identities in the Sudan*, The Brookings Institution, Washington, 1995. Néanmoins, il faut souligner que dans l'espace économique un certain nombre d'opérateurs issus de l'ouest du pays ont émergé dans les années 1990 grâce au soutien de Tourabi entre autres.

ment d'infrastructures (routes et barrages entre autres) qui bénéficient avant tout aux grandes villes du nord du pays et à Khartoum en particulier. Les espaces urbains se transforment rapidement sous l'effet de politiques de grands travaux, de la spéculation immobilière et foncière et par l'arrivée de nouvelles vagues de migrants économiques et de déplacés de guerre en provenance notamment du Darfour¹⁰ où un conflit civil meurtrier explose à partir de 2003.

Pour autant le régime signe avec la rébellion du Soudan du Sud, le SPLM, des accords de paix en 2005. Ces accords de paix prévoient l'organisation d'un référendum d'autodétermination du Soudan du Sud en 2011 et la tenue d'élections nationales « libres » en 2010¹¹. Durant cette période (début des années 2000 à 2010), et malgré le conflit meurtrier du Darfour, le Soudan connaît une période de (très) relative libéralisation politique. Les partis politiques sortent de la clandestinité et commencent à reprendre des activités, de multiples associations et syndicats étudiants se créent ou se remobilisent pour contester la domination des groupes islamistes liés au pouvoir sur les campus, de nombreuses associations et ONG voient le jour dans le sillage du regain d'activité des partis politiques, du conflit au Darfour et de l'apport financier des ONG internationales. Il ne faut certes pas surévaluer cette libéralisation politique : les partis politiques sont toujours sévèrement contrôlés, la presse subit la censure des National Intelligence Security Services (NISS)¹², de nombreux militants sont arrêtés ou passés à tabac par les forces de sécurité. Mais cette période révèle une remobilisation des réseaux militants¹³, un apprentissage et une expérimentation de l'engagement politique pour une génération au sein des syndicats, des associations étudiantes et des organisations internationales. Les acteurs perçoivent bien souvent cette libéralisation objective, quoique relative, comme une ouverture des structures

10. Armelle Choplin, Alice Franck, « A glimpse of Dubai in Khartoum and Nouakchott, Prestige Urban Projects on the Margins of the Arab World », *Built Environment, Alexandrine Press*, 2010, 36 (2), pp.64-77.

11. A quelques exceptions près il s'agit surtout d'une séparation du pouvoir entre le National Congress Party (NCP) au pouvoir et le SPLM. Au SPLM revient les Etats du sud et les députations équivalentes et au NCP revient le Nord.

12. La NISS est le très puissant organe de sécurité soudanais. Cette organisation opère aussi bien au Soudan qu'à l'extérieur du pays et est placée directement sous les ordres du président al Béchir. Elle a en charge de contrôler la presse et les opposants et commande un certain nombre d'unités paramilitaires - comme les Rapid Support Forces jusqu'en 2018.

13. Nous pouvons ici faire appel à l'idée de réseaux dormants ou structures dormantes qui est une traduction du concept d'*Abeyance Structure* forgée par Verta Taylor pour analyser les continuités dans les mouvements sociaux et permet ainsi de réfléchir sur les continuités dans les pratiques, sur la transmission. Les réseaux militants peuvent ainsi se mettre en veille puis se réactiver, s'adapter et ressurgir lors d'un contexte plus favorable. Verta Taylor, « Social Movement Continuity: The Women's Movement in Abeyance », *American Sociological Review*, 54 (5), 1989.

des opportunités politiques¹⁴. Les militants conçoivent cette période non pas comme une possibilité de changer à court terme le régime mais comme un espace légèrement plus ouvert pour développer leurs activités. C'est durant cette période de bouillonnement et d'expérimentation que des pratiques innovantes et des nouveaux savoirs faire militants voient le jour.

Cette séquence se termine en 2010 avec l'élection d'Omar el-Béchir à la présidence et la séparation du Soudan du Sud le 9 juillet 2011. Dès 2009, un an avant les élections, le régime durcit graduellement le ton et tente de reprendre en main la situation. De nombreuses associations et ONG sont fermées, des ONG internationales sont expulsées du pays et les partis politiques et syndicats étudiants voient la répression s'accroître¹⁵. La séparation du Soudan du Sud est un événement pivot car elle enterre définitivement le projet du New Sudan porté par le SPLM, entraînant une reconfiguration de l'espace politique et de l'espace des mouvements protestataires, notamment par l'évolution des alliances politiques de l'opposition et des rapports de forces vis-à-vis du régime. Enfin cette indépendance est un événement majeur car elle précipite le Soudan dans une crise économique profonde¹⁶. La reprise en main du régime ne semble pas calmer la situation mais au contraire nourrir la contestation par le biais des adaptations des acteurs de la contestation à l'échange de coups opéré avec le pouvoir¹⁷.

Depuis cette période, le Soudan est le théâtre d'une conflictualité sociale importante. Je traiterai ici surtout des conflits urbains malgré la densité de conflits ruraux autour de la terre et des conflits armés au Darfour, au Sud Kordofan et au Nil bleu. Je n'aborderai pas non plus les mouvements sociaux dans les camps de réfugiés ou les campagnes de mobilisations organisées par les ONG. Dans les deux premiers cas l'impossibilité de faire du terrain

14. Le concept de structure des opportunités politiques (SOP) permet malgré ses nombreuses limites de rendre compte des phénomènes d'ouverture et de fermeture de l'accès à l'arène politique pour les mouvements sociaux. Ainsi les mobilisations sont replacées dans leur environnement, dans leur relation à l'État, aux acteurs du champ politique ainsi qu'aux évolutions économiques. Il faut souligner que la perception de l'ouverture ou de la fermeture des opportunités ne peuvent être analysées que comme une interprétation des acteurs et organisations. Interprétations façonnées historiquement dans une multitude d'interactions à l'intérieur de l'espace de la contestation, avec les différents acteurs étatiques, les acteurs médiatiques, associatifs, etc...

15. Sans revenir aux heures sombres du début des années 1990, la répression s'intensifie entre 2009 et 2015. La majorité des associations qui ont vu le jour dans les années 2000 sont fermées dès 2013-2014.

16. Le budget soudanais repose au moment de l'indépendance quasi uniquement sur l'extraction pétrolière. Or le Soudan du Sud concentre près de 70% de la production pétrolière. La perte de ces revenus entraîne de nombreuses difficultés pour l'État soudanais qui ne s'était pas sérieusement préparé à la perte de cette rente.

17. La question de l'échange de coups entre adversaires est primordiale pour comprendre les mobilisations comme un espace social en relation avec d'autres espaces, arènes ou champs et comme un processus évolutif dans le temps. Cette question de l'échange de coups permet notamment d'appréhender les innovations tactiques des mouvements. Doug Mc Adam, « Tactical innovation and the pace of insurgency », *American Sociological Review*, 1983, 48, pp. 735-754. Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1987.

et la difficulté d'obtenir des informations fiables sont les raisons principales de leur quasi absence dans ce papier. Concernant les mobilisations liées aux ONG, nous les écartons car elles existent surtout sur papier et dans les médias sociaux et n'ont que très marginalement produit des actions collectives contestataires ou protestataires s'exprimant dans l'espace public.

Je séparerai de manière un peu artificielle et schématique trois grands groupes de mobilisations pour faciliter la lecture : 1. les mouvements et mobilisations à l'échelle nationale qui remettent en cause l'ordre politique et ont souvent pour point de départ de protester contre la vie chère, 2. les mouvements sectoriels de revendication et enfin 3. les conflits estudiantins. Il faut souligner que de nombreux conflits se superposent et s'entrecroisent. Des questions comme celles des discriminations à l'encontre des populations Noubas et du Darfour traversent certains de ces mouvements tout comme la demande latente d'égalité et de justice sociale. Des militants participent parfois ensemble à certaines de ces luttes et s'opposent voire s'affrontent sur d'autres. Cet espace de la contestation s'avère donc relativement fluide tout en reproduisant souvent les formes de segmentation sociale, de domination dans un contexte singulier où se croisent origines socio-économiques et identitaires.

Le paradigme dominant du *contentious politics*¹⁸ portant sur les mobilisations sociales nous apporte un certain nombre d'outils pour analyser la « politique protestataire » au Soudan. Pour autant, ce paradigme, s'attachant surtout aux structures et construit à partir de cas occidentaux, malgré ses nombreux apports laisse trop souvent de côté les questions de subjectivation ou la question des processus de l'engagement individuel. Si nous utiliserons ici un certain nombre de concepts issus de cette école comme le répertoire de l'action collective, le cycle de protestation, la structure des opportunités politique, les mouvements initiateurs nous le feront de manière critique. En effet cette école qui analyse les structures des mobilisations sociales ainsi que les mouvements dans leur environnement met bien souvent au centre les organisations ainsi que leurs ressources (matérielles et symboliques). Cette orientation est source de nombreuses avancées mais permet difficilement de comprendre seule les évolutions contestataires dans des configurations auto-

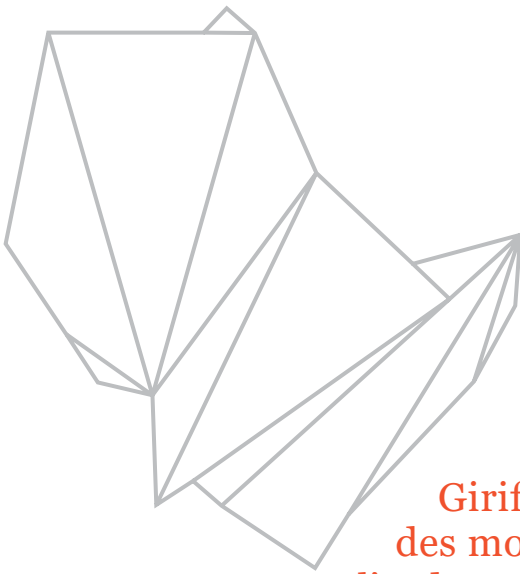
18. Les principaux représentants de ce courant ont écrit un livre qui fait le point sur ce paradigme et ouvre de nouvelles perspectives : Doug McAdam, Sydney Tarrow, Charles Tilly, *Dynamics of Contention*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001. Un ouvrage dirigé par Olivier Fillieule, Éric Agrikoliansky, Isabelle Sommier analyse les apports de ce courant et en fait la critique : *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*, Paris, La Découverte, 2010.

ritaires tel que le Soudan où le coût de l'engagement est élevé¹⁹, les organisations en incapacité d'accumuler de nombreuses ressources et de distribuer des rétributions aux militants²⁰. Pour compléter cette approche il faut se plonger dans la transmission des pratiques et des mémoires militantes, dans les histoires locales de solidarités et de luttes au niveau des quartiers, sur les effets des transformations socio-économiques, sur une approche processuelle de l'engagement²¹.

19. Dans un contexte différent Doug Mac Adam éclaire en partie les ressorts de l'engagement risqué : « Recruitment to high-risk activism: the case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, Vol 92, 1986.

20. Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977.

21. Olivier Fillieule, « Post Scriptum : Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, 2001/1, Vol 51.



Émergence de nouveaux mouvements de contestation et de lutte contre la vie chère

Girifna et Sudan Change Now : des mouvements innovants de contestation de l'ordre politique

Au tournant des années 2009 et 2010, le Soudan voit apparaître de nouveaux mouvements politiques. Les deux plus emblématiques se nomment Girifna (« nous sommes rassasiés/ nous en avons marre »²²) et Sudan Change Now (SCN)²³. Girifna est créé en premier par un petit groupe d'étudiants d'Omdurman en 2009. Il s'agit initialement d'une campagne contre la réélection d'Omar el-Béchir aux élections générales (présidentielles et législatives) d'avril 2010. Cette campagne vise à encourager la population à s'enregistrer sur les listes électorales et que leur vote s'oriente sur des candidats opposés au National Congress Party (NCP). Les activités de rue innovantes déployées par ces jeunes militants (discours publics, distribution de tracts, adoption d'une imagerie forte, repolitisation de l'espace...) les rendent célèbres rapidement et attirent de nombreux jeunes dans le mouvement. Omar el-Béchir est néanmoins réélu avec plus de 60% des voix et Girifna, qui s'est construit sur l'idée d'agrégier les forces militantes pour s'opposer au régime, se pose la question de son avenir.

Fin 2010, des militants politiques qui ont participé à la campagne de Girifna créent un nouveau mouvement politique : Sudan Change Now. Celui-ci se veut un mouvement politique capable autant d'organiser des protestations de rue que de produire une expertise et une analyse sur les dérives de l'État soudanais. Pour ce faire il recrute des membres de partis politiques et de syndicats étudiants mais aussi des employés de diverses associations et organisations internationales. Girifna, après un moment d'hésitation, garde quant à elle une identité portée sur la contestation de l'ordre politique par la rue. Le mouvement

22. Le mot *Girifna* vient de l'arabe soudanais et signifie « nous sommes rassasiés/remplis » ainsi que « nous n'en pouvons plus ».

23. Nous utiliserons ici la traduction anglaise du nom du mouvement *al taghyyr al `an* qui signifie « le changement maintenant » car le mouvement utilise lui même les deux formes, arabe et anglaise de son nom.

se structure de manière horizontale autour de comités par activité comme le comité média, le comité actions de rue, ou encore le comité en charge des relations avec les autres groupes politiques.

Les deux mouvements partagent un certain nombre de points communs : une critique plus ou moins radicale de l'inefficacité des partis politiques traditionnels fermés à la jeunesse, une volonté de repolitiser l'espace public par la manifestation, le discours public et un langage qui emprunte beaucoup à une grammaire globalisée en termes de droits de l'homme et de la femme, de demande de justice sociale, de dénonciation de la corruption et du népotisme, ou encore de dénonciation des discriminations raciales et géographiques. Ils ont tous les deux pour objectif de faire chuter le régime sans négociation et de favoriser l'émergence d'un « changement social » basé sur une sécularisation de la société, la lutte contre les formes de discriminations et la mise en place d'une justice sociale basée sur une meilleure redistribution des richesses. Ils portent tous les deux une critique forte des réformes de libéralisation de l'économie et de privatisation de l'État ainsi qu'une dénonciation de l'action des organisations économiques internationales comme le FMI et la Banque mondiale.

Les membres de ces mouvements sont bien souvent multi-situés c'est à dire qu'ils appartiennent simultanément à différentes organisations, partis, etc²⁴. On les retrouve par exemple de façon active dans la création d'un mouvement de solidarité suite aux inondations catastrophiques de 2013, critiquant l'incapacité de l'État à venir en aide aux populations²⁵. Pour autant, ils n'occupent pas les mêmes positions à l'intérieur des différents groupes. Ces mouvements ont eu un impact fort sur les mobilisations de 2012 et 2013. Ils ont grandement perturbé les partis politiques traditionnels et ce que l'on pourrait appeler l'ordre politique institutionnel et routinisé du pays. En effet, face à leur popularité, des partis ont essayé soit de dénigrer leur action, soit d'en copier les techniques et pratiques ou tout simplement d'attirer les militants de ces groupes en leur sein démontrant par là même la porosité existante entre l'espace partisan et l'espace de la contestation.

24. Sur les effets d'entraînement des contestations du multi positionnement des acteurs et parfois de dépendances de l'espace des mouvements sociaux à l'égard du champ politiques voir Lilian Mathieu, « L'espace des mouvements sociaux », *Politix*, 2007/1, n°77.

25. Au cours de l'été 2013, le Soudan subit des inondations qui tuent de nombreux habitants et détruisent ou endommagent de nombreuses maisons. Une campagne de solidarité, *Nafeer*, est aussitôt mise sur pied par des jeunes militants. De nombreux jeunes, notamment des étudiants, participent à cette campagne et des fonds sont levés au Soudan et dans les pays du Golfe.

Ces mouvements ont été capables d'une véritable réflexion et capacité d'innovation²⁶ dans les pratiques qu'ils ont développées – innovations du moins dans l'histoire politique du Soudan²⁷. Ils ont mené des activités de propagande de rue et d'agitation modernes et inspirées de différentes sphères. Ces actions de rue sont diverses et variées :

- 1 - Discours dans les bus et les marchés. Ces discours prennent la forme de harangue publique de quelques minutes avec un militant qui parle pendant que d'autres tiennent une banderole aux couleurs du mouvement ou distribuent des tracts. Dans certains cas des militants font le guet et ou filment ces apparitions publiques pour les diffuser sur les médias sociaux.
- 2 - Tags et graffitis. Il s'agit parfois juste du nom du groupe écrit sur des murs ou de slogans des campagnes en cours. Lors de certaines campagnes les militants ont aussi détourné des affiches publicitaires comme lors de la campagne « les élections du sang » en 2015 lors desquelles des militants de Girifna et de SCN jetaient des bombes de peinture rouge au visage d'el-Bechir sur des panneaux publicitaires géants.
- 3 - Ces deux organisations ont mis en place des chartes visuelles fortes et les ont disséminées dans le champ urbain. Par exemple, Girifna est reconnaissable à la couleur orange présente partout, a un signe de reconnaissance qui est le V de victoire et une identité visuelle déclinée sur des tee-shirt orange et des bracelets.
- 4 - Une autre spécificité des actions de rue de ces mouvements concerne le travail de proximité entrepris dans certains quartiers ciblés pour provoquer des foyers de propagation de la contestation.

Par ailleurs, ces groupes sont les premiers au Soudan à avoir utilisé les médias sociaux et les outils de communication moderne de manière intensive²⁸. En sus de la volonté de créer des médias indépendants comme une radio et une chaîne de télévision qui émettraient de l'étranger, Girifna et SCN investissent beaucoup d'énergie dans la transmission d'information par les réseaux sociaux et internet. Outre la transmission d'information sur Twitter et Facebook, sur lesquels ils ont une audience importante²⁹, ils créent aussi des contenus ori-

26. L'innovation ici n'est pas analysée comme une rupture mais plutôt comme une réactualisation, évolution du répertoire de l'action collective.

27. Marie Emmanuelle Pommerolle décrit de manière similaire dans un cadre autoritaire la capacité de groupes étudiants à innover pour construire une contestation mais aussi pour construire sa propre légitimité à contester face à des routines autoritaires qui dépolitisent les jeunes, isolent les revendications et affaiblissent (par la répression) les mobilisations. Marie Emmanuelle Pommerolle, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, 2007/4, n°108.

28. Gada Kadoda, Sondra Hale, « Contemporary youth movements and the role of social media in Sudan », *Canadian Journal of African Studies*, 2015, Vol 49.

29. La page Facebook de SCN, malgré une baisse importante, compte encore 250 000 abonnés et la page de Girifna près de 100 000 (juin 2018).

ginaux sous forme de vidéos, de clips, de musique, de contenus audio, de détournement publicitaire. Ces contenus nourrissent leur communication et se répandent via les messageries comme WhatsApp.

Sudan Change Now développe également une activité d'expertise et de relai auprès d'associations et d'organisations internationales. Ainsi si l'organisation n'a qu'assez rarement produit des rapports en son nom, elle a rassemblé de nombreuses informations sur les violations des droits humains, la répression, et la corruption mises à disposition d'autres acteurs.

Ces organisations, et plus particulièrement Girifna, semblent avoir un rôle de mouvements initiateurs³⁰, dans la manière de contester le pouvoir soudanais, qui ont donné une impulsion et sont suivis par d'autres mouvements, organisations, campagnes qui s'inspirent de leurs pratiques.

Le tournant de 2012-2013 : manifestations massives et répression brutale

Ces deux groupes prennent de l'ampleur en 2012 et 2013 dans les zones urbaines du pays et auprès de la jeunesse plus particulièrement. Cette ampleur inquiète fortement le régime (ainsi que certains partis d'opposition conscients de la charge critique portée par ces groupes) qui réagit par une campagne de répression violente. Girifna et SCN sont à la manœuvre et en première ligne (pas seuls) des manifestations de 2012 et dans une moindre mesure de 2013. Il est difficile de juger l'importance d'une organisation dans des mouvements de protestations, mais ils semblent jouer un rôle moteur (Girifna en particulier) dans les événements de juin et juillet 2012 – mouvements de protestation contre les mesures d'austérité mises en place par le régime. Les militants de Girifna et SCN sont alors actifs pour organiser les manifestations (dans certains quartiers) et leurs mots d'ordres et slogans sont largement repris par des manifestants majoritairement jeunes. Il ne faut pas oublier ici le contexte national et international dans lequel se déploient ces manifestations : révolutions arabes, séparation du Soudan du Sud, réélection d'Omar el-Béchir, perte des revenus pétroliers et crise économique, guerre au Darfour, mesures d'austérité... Il faut aussi souligner que ces groupes travaillent ensemble sur de nombreuses campagnes comme celle de boycott (« les élections du sang ») des élections de 2015.

30. Doug McAdam, « Initiator and Spin-Off Movements: Diffusion Processes in Protest Cycles », in Mark Traugott (ed.), *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Durham, Duke University Press, 1995.

Les années 2012 et 2013, particulièrement agitées, sont à la fois un pic du cycle de protestation engagé en 2009 et un tournant dans la contestation du régime. Les mobilisations de juin/juillet 2012 et de septembre 2013 ont vu intervenir de nombreux acteurs dont les mouvements émergents comme Girifna et SCN mais aussi les syndicats et associations étudiantes. Le mouvement commence le 16 juin 2012 dans le dortoir des étudiantes de l'Université de Khartoum. Vite rejointes par des étudiants, les manifestantes protestent contre les mesures d'austérité et la hausse des prix. Choqués par l'entrée de la NISS dans les dortoirs des femmes et en soutien à la mobilisation, de nombreux étudiants commencent à manifester et à se mobiliser dans les universités. Des manifestations quotidiennes ont lieu dans les trois villes du Grand Khartoum (Khartoum, Bahri et Omdurman), aux abords des universités et dans de nombreux quartiers. Très vite les slogans appellent à la chute du régime. Sur le modèle des printemps arabes la population est appelée par les militants à manifester le vendredi. Lors du vendredi « tempête de sable » (*haboub*) du 22 juin, plus de trente manifestations se tiennent dans les grandes villes du pays, dont 22 à Khartoum. En réaction à une phrase de Nafi Ali Nafi, un dirigeant de premier plan du régime et ancien directeur de la NISS, qui avait déclaré qu'il était impossible que le régime tombe tout comme il est impossible de lécher son coude, les militants organisent le « vendredi du léchage de coude » (*juma'a lihas alkaw'i*)³¹. La répression est forte, de nombreux militants et manifestants sont arrêtés – les organisations et groupes militants parlent d'au moins deux milles arrestations et des dizaines de blessés parfois privés de soins par la NISS à l'intérieur même des hôpitaux. Fin juillet, douze étudiants sont tués par balle par la police lors d'une manifestation à Nyala contre les mesures d'austérité.

Le mouvement de septembre 2013 s'inscrit dans un contexte similaire. Tout d'abord la population est excédée par les hausses de prix et les mesures d'austérité à répétition³². De plus, d'importantes inondations frappent le pays en juillet et août de la même année. Des étudiants récoltent des dons et organisent l'aide aux familles dans les quartiers touchés par ces inondations à Khartoum et dans certaines grandes villes du pays. Parallèlement des organisations de jeunes organisent une campagne active appelée *Abena* qui signifie « Nous refusons ». A la suite de l'annonce par Omar el-Béehir de baisses des subventions sur l'essence et d'autres produits, des manifestations débutent

31. Le « vendredi du léchage de coude » a donné lieu à une intense communication également dans la diaspora sous le nom de *Lick your elbow Friday*). De nombreuses petites manifestations ou gestes de solidarités ont eu lieu dans différents pays : USA, Angleterre, Suède...

32. Vincent Bonnacasse, « Politique des prix, vie chère et contestation sociale à Niamey. Quels répertoires locaux de la colère », *Politique africaine*, 2013, n°130.

d'abord dans la ville de Wad Medani le 23 septembre et se propagent dans toutes les villes du pays dès le lendemain. Les manifestants réclament très rapidement la chute du régime et s'attaquent parfois à des postes de police ou des stations essence³³. La situation semble d'abord échapper complètement au régime et à la police avant que le gouvernement, prenant peur pour sa survie, ne réagisse avec une grande violence dès le deuxième et le troisième jour de manifestation (25 et 26 septembre). Miliciens pro-régime et membres des services de sécurité sont envoyés rétablir l'ordre et arrêter les activistes et manifestants, les écoles et universités sont fermées, les voies de communication et internet bloqués. A Khartoum, le chiffre d'au moins 200 morts, la plupart par balles, a été avancé par une organisation de médecins soudanais³⁴ et des organisations de défense des droits humains comme Amnesty International. Le bilan pourrait être bien plus lourd car de nombreux corps n'ont pas été emmenés dans les hôpitaux par peur des représailles, notamment dans les quartiers populaires et de déplacés qui ont payé le tribut le plus lourd lors de ces manifestations³⁵. Plusieurs milliers de manifestants ont été blessés et autant sont arrêtés. De nombreux détenus ont été torturés lors de ces événements. Ce mouvement quasi-insurrectionnel de septembre ne peut s'expliquer seulement par une réaction mécanique de la population à une augmentation des prix. Le mécontentement et l'expression de ce dissentiment charrie des imaginaires politiques locaux associant l'État à une fonction nourricière ou a minima de contrôle des prix. Les slogans et la protestation dépassent largement la question des prix pour exprimer des aspirations à une vie meilleure, une vision de l'injustice³⁶ et s'inscrivent dans un répertoire local de la protestation³⁷.

33. D'après le ministère de l'Intérieur soudanais : 42 stations essence, 8 postes de polices, 5 banques, 23 bâtiments ministériels ont été vandalisés ainsi que plusieurs dizaines de voitures de police. Ce ciblage spécifique des bâtiments révèle une rationalité propre à ce mouvement de révolte qui prit souvent la forme d'émeutes.

34. Sudan Doctor's Syndicate.

35. Des quartiers comme Mayo ou Umbbadda ont été particulièrement meurtris par la répression avec plusieurs dizaines de morts dans chacun. La particularité de ces quartiers populaires est d'être majoritairement composés de populations déplacées du Darfour.

36. La question de la perception du juste et de l'injuste par la population en lien avec le concept d'économie morale d'Edward Thompson ne suffit pas pour expliquer le passage à l'acte, le passage à la révolte. Cette économie morale est un échange entre le peuple et l'élite et est basée sur des conceptions populaires de la justice. Johanna Siméant, « Economie morale et protestation – détours africains », *Genèses*, 2010/4, n°81.

37. La définition donnée par Charles Tilly qui est à l'origine de ce concept : « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire des moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés. Ainsi, la plupart des gens savent aujourd'hui comment participer à une campagne électorale, fonder une association ou s'y affilier, mettre une pétition en circulation, manifester, faire la grève, tenir un meeting, créer un réseau d'influence, etc. Ces différents moyens d'action constituent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plutôt à celui de la *commedia dell'arte* ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi. » Charles Tilly, *La France conteste, de 1600 à nos jours*, Fayard, 1986, pp 541-542. Cette notion construite sur le cas d'étude de la France et la Grande-Bretagne a été critiquée entre autre pour son caractère ethnocentrique, réificateur et idéal typique. Michel Offerlé, « Retour critique sur les répertoires de l'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles) », *Politix*, 2008, 81.

La répression très violente de 2013 reste profondément ancrée dans les mémoires et marque un tournant politique – les organisations et les militants n'appelleront plus à des manifestations de rue d'ampleur et commencent à réfléchir à d'autres moyens de déstabiliser le régime. C'est en effet la première fois à Khartoum que la répression est aussi féroce y compris contre des membres d'une bourgeoisie arabe bien intégrée³⁸ au sein de laquelle se recrute la majorité des militants de Girifna et de SCN. Une répression analysée par les militants et perçue par la population comme un message clair du régime : nous sommes prêts à nous défendre par les armes quel qu'en soit le coût. La réaction produit un choc moral³⁹ dans la population aux effets d'apparence contradictoires. Le choc entraîne ainsi à la fois un reflux de la présence contestataire dans l'espace public mais aussi de nombreuses vocations de personnes extérieures aux groupes militants. Un autre enseignement de ces manifestations est également leur caractère localisé. En effet, à l'exception de certaines manifestations étudiantes, la plupart se déroulent à l'intérieur ou à la marge de quartiers de résidence. Ce caractère dispersé s'explique en partie par les spécificités physique et géographique de la ville comme sa très grande étendue, son habitat peu dense et la faible mobilité des habitants dans la ville (sur une base quotidienne de nombreuses femmes, jeunes désœuvrés et travailleurs ne quittent pas leur quartier, notamment dans les zones populaires). De plus, Khartoum est une ville fortement segmentée par des critères socio-économiques et d'appartenances ethniques avec des quartiers dotés d'une histoire sociale propre. Ainsi, mais aussi pour des questions liées à la sécurité, les manifestants ne se regroupent pas dans un lieu symbolique comme la place Tahrir au Caire ou la place de la Perle à Bahreïn. Face à la dureté de la réaction du régime les contestataires n'ont pas réussi à tenir leurs quartiers.

38. En effet, plusieurs jeunes appartenant à cette catégorie sociale ont été abattus marquant un tournant dans la politique répressive du régime. Le cas d'un jeune pharmacien de Ryadh, Salah Sanhoory, a particulièrement marqué la population.

39. James Jaspere, *The Art of Moral Protest. Culture, Biography an Creativity in Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press, 1997.

Grève générale, boycott des élections et faiblesse des organisations de l'opposition

Suite à la répression particulièrement violente des manifestations de 2013, la question de la possibilité de mener des actions sans mettre en danger les personnes devient centrale. De plus, de nombreux militants ayant subi la répression se sont exilés. Durablement affaiblis par la répression, l'exil et l'échec des mouvements de contestation de 2012 et 2013, l'activisme des deux groupes décline progressivement et tente de réinventer ses modes d'action.

Après une année 2014 relativement calme passée à digérer les événements de 2013, Girifna et SCN organisent une campagne intitulée « les élections du sang », de boycott des élections présidentielles et législatives de mai 2015. L'appel au boycott est rejoint par l'ensemble des partis et groupes d'opposition et aura un certain succès dans les urnes puisque, malgré de nombreuses irrégularités, l'obligation (ou quasi obligation) pour les fonctionnaires de voter et l'allongement de la durée du vote sur 4 jours, à peine plus de 50% des électeurs se seraient officiellement rendus aux urnes.

En novembre et décembre 2016, à la suite des nouvelles mesures d'austérité, des militants lancent un appel à la désobéissance civile/grève générale (*Assian Medani*). Il s'agit de chômer durant trois jours, et de rester chez soi. Lancé sur les réseaux sociaux par des anonymes, cet appel est repris massivement avant d'être adopté également par les groupes d'opposition⁴⁰. Les trois jours, du 27 au 29 novembre, connaissent un relatif succès. De nombreux soudanais restent chez eux, ne se rendent pas au travail, les rues de la ville sont vides et de nombreux magasins sont fermés. L'ampleur de la mobilisation décroît de jour en jour du fait de la très grande précarité de nombreux Soudanais qui ont besoin du travail journalier pour subvenir à leurs besoins en sus des pressions du gouvernement. En effet, ce dernier menace tout fonctionnaire qui ne se rendrait pas dans son administration d'être licencié immédiatement, et les membres des services de sécurité se rendent dans les entreprises pour y établir des listes de grévistes devant être licenciés par les entreprises s'ils font grève à nouveau. La NISS établit également les listes des magasins fermés et des conducteurs de bus en grève, alors que quelques manifestants et activistes des réseaux sociaux sont arrêtés. Une seconde

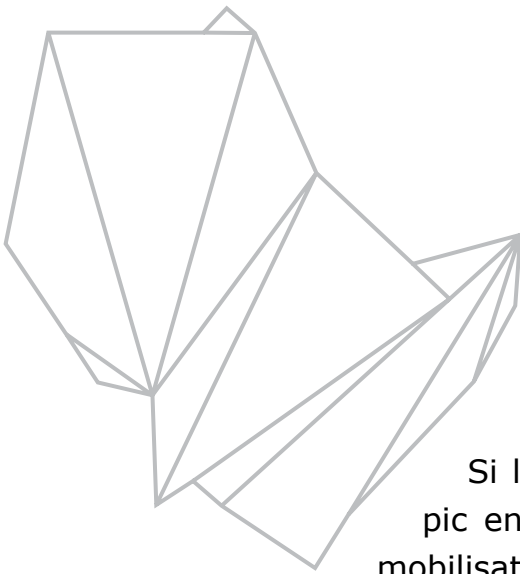
40. Aussi bien les nouveaux mouvements politiques tels que Girifna et SCN que les partis politiques (PCS, Umma, Sudan Congress Party, les partis Ba'ath...), les syndicats et associations d'étudiants, les quelques organisations professionnelles appellent à cette grève. La plupart des partis, craignant une manipulation du régime ou de partis concurrents attendront le dernier moment pour apporter leur soutien à la première grève.

grève générale est appelée pour le 19 décembre par l'ensemble de l'opposition mais est très peu suivie.

Cet échec s'explique en partie par la faiblesse des partis d'opposition décrédibilisés par leur déconnection des réalités sociales et le non renouvellement générationnel dans un pays où la moitié de la population a moins de 19 ans. Les partis, surveillés et maltraités par les services de sécurité, ont en effet de grandes difficultés à mobiliser un nombre conséquent de personnes et se trouvent bien souvent dans l'obligation de s'amarrer à des initiatives portées par des groupes et individus extérieurs. Les nouveaux mouvements politiques peinent quant à eux à mobiliser en dehors de leur base étudiante et jeune. De plus, ces mouvements souffrent d'un problème de renouvellement militant après la répression⁴¹ dont ils ont fait l'objet après les événements de 2012 et 2013. Durablement affaiblis, ils pâtiennent également d'une image d'élitisme social. L'échec relatif des mouvements de grève est lié autant à la structuration du champ politique, à l'économie politique de la répression ainsi qu'à la grande précarité de la population mais demeure néanmoins une innovation intéressante des militants de l'opposition. Cette forme de mobilisation est une tentative à la fois de s'adapter à la violence du régime, qui avait promis un nouveau bain de sang en cas de manifestations⁴², mais aussi une évolution du mythe de l'*intifada* soudanaise qui comme en 1964 ou 1985 permettrait de renverser un régime par des manifestations pacifiques de rue. La reproduction, souhaitée par la gauche soudanaise depuis le coup d'État d'Omar el-Béchir, de ces expériences passées semble être devenue clairement irréaliste depuis la répression du mouvement de septembre 2013. Si certains groupes n'ont pas dépassé cet horizon de l'*intifada* soudanaise, l'expérience de la grève générale de 2016 montre que la réflexion autour des répertoires de l'action collective et son adaptation s'effectue au sein de groupes militants actifs dans la contestation. Cette dernière grève générale apparaît ainsi à la fois dans la continuité des grandes grèves mais aussi en rupture par cet appel à rester chez soi, à ne pas défier le pouvoir dans l'espace public.

41. Hélène Combes et Olivier Fillieule, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire. Modèles structureaux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, 2011, 61/6.

42. « Si vous voulez renverser le régime, pourquoi ne pas nous critiquer dans les rues ? Je vais vous dire pourquoi. Nous savons que vous ne viendrez pas, car vous savez très bien ce qui s'est passé dans le passé » déclaration d'Omar el-Béchir le 12 décembre 2016 à Kassala



Renouveau et accroissement des mobilisations sectorielles et localisées

Si les mobilisations d'ampleur nationale, après un pic en 2012-2013, ont décliné en intensité malgré la mobilisation de fin 2016, les mobilisations plus localisées ou sectorielles ont eu tendance, au contraire, à se multiplier au cours des dernières années.

Conflits fonciers et déplacements de populations

L'accès à la terre, la confiscation de terre, et la spéculation immobilière ont provoqué de nombreux conflits entre habitants, agriculteurs et État. Une grande partie de ces conflits tirent leurs sources de l'enchevêtrement des normes et lois foncières (droit coutumier et national), la possession individuelle, communautaire ou étatique de la terre. Ces conflits autour de la terre sont relativement communs/habituels au Soudan notamment en milieu rural. La principale nouveauté concerne la spéculation immobilière en environnement urbain associée à une politique urbaniste autoritaire⁴³ sur un temps plus long. Des conflits importants ont éclaté à la suite de des expropriations et des déplacements forcés menés par le gouvernement, par exemple à Soba (expulsions), à Gereif East (expropriations) et à Shajara concernant la vente d'un grand terrain par l'État.

Ces mobilisations s'inscrivent dans l'histoire de l'urbanisme au Soudan et de son caractère autoritaire. Ainsi de nombreuses expulsions de squatters ont lieu dès les années 1980, et ces derniers élaborent déjà des pratiques de résistance nombreuses et variées. Néanmoins, ces luttes ont pris une ampleur sans précédent ces dernières années, notamment à El Gereif et Shajara. Les habitants s'organisent en comités, contestant les décisions devant la jus-

43. Sur la question de la planification autoritaire et de la gestion violente de la politique de la ville : Marc Lavergne, « La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum (Soudan) » *Espace, Populations, Sociétés*, 1997/1 ; Marc Antoine Pérouse de Monclos, « Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum », Paris, *Dossiers du CEPED*, 2001, n°63, 60 p.

tice et organisant des manifestations ou des journées de désobéissance en lien avec les sections de partis politiques localement implantés. Des affrontements prennent parfois un tour violent avec l'érection de barrages de pneus enflammés sur les artères principales à proximité des quartiers. Plusieurs manifestants ont été tués ces dernières années lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Shajara et El Gereif à Khartoum ne sont que des exemples parmi de nombreux conflits en cours autour du foncier.

Un autre type de conflit lié à la terre oppose l'État et des habitants du Nord, autour de la construction de barrages hydroélectriques en région nubienne. Le régime soudanais souhaite depuis quelques années construire deux barrages à Dal et Kejbar, forçant la population nubienne environnante à quitter leurs terres et à être déplacées dans des zones éloignées du Nil. Les Nubiens ont déjà le souvenir de deux événements traumatiques de même ordre. D'abord la construction du barrage d'Assouan en Egypte qui provoqua le déplacement de nombreux habitants en Egypte et dans le nord du Soudan, et la construction du barrage de Merowe au Soudan qui entraîna un important déplacement de population non nubienne qui fut faiblement indemnisée. Un mouvement assez large de protestation a ainsi éclos dans le nord du Soudan, dans la région nubienne, après l'annonce de la construction des deux nouveaux barrages. Ce mouvement aux contours fluides et mouvants regroupe la plupart des partis politiques soudanais y compris parfois des membres du parti au pouvoir de la région. Très actif depuis 2007 dans le Nord où les militants organisent des réunions et manifestations, il est aussi très fort à Khartoum où il conduit des rassemblements et des discours publics. De nombreux militants et politiciens ont été arrêtés (et relâchés) en lien avec ses activités, d'autres ont été tués par la police lors de manifestations comme en 2007 à Sebo quand la police a abattu quatre manifestants.

Certains groupes lors de ces luttes, notamment les organisations de jeunesse, ont progressivement commencé à utiliser les pratiques (discours, médias sociaux, graffitis, désobéissance...) mises en place dans les centres urbains par les nouveaux mouvements politiques comme Girifna et SCN. On assiste ainsi progressivement à une diffusion d'un répertoire d'action syncrétique, entre innovations, adaptations et continuités⁴⁴, construit par les groupes politiques contestataires jeunes et étudiants.

44. Les continuités s'expriment par exemple par le recours à la manifestation, à la médiation patronnée mais aussi par la création de comités locaux.

Au cours des années 2010, des mobilisations localisées assez conséquentes ont vu le jour dans certains quartiers de Khartoum, Gedaref et Port Soudan principalement, concernant le manque d'eau potable et les coupures du circuit d'approvisionnement. De nombreuses coupures d'eau ont eu lieu depuis 2014 notamment pendant les mois les plus chauds qui, hasard du calendrier, sont alors partiellement concomitants avec le ramadan. Les coupures d'eau touchent généralement plusieurs quartiers mais pas toute la ville et peuvent durer de quelques jours à plusieurs semaines. Ces coupures entraînent une demande plus forte sur les *karo* (charrettes)⁴⁵, qui ont aussi parfois plus de mal à s'approvisionner, et se répercutent sur les prix de livraison provoquant une crise qui affecte les villes touchées. Suite à ces pénuries, de nombreuses protestations ont lieu pour dénoncer le manque d'eau, la corruption du gouvernement, le favoritisme pour certains quartiers et le manque de services de base. Ces mobilisations à l'échelle du quartier prennent de nombreuses formes : manifestations de femmes, rassemblement après la prière du vendredi, banderoles à l'entrée des quartiers, barrages sur les axes routiers à proximité des quartiers, affrontements avec la police, création de comités en dehors des « comités populaires »⁴⁶. L'affluence la plus grande prend forme en 2014 et 2015 mais de nombreuses actions ont encore lieu tous les ans durant les mois chauds. Ces luttes pour l'eau demeurent à des échelles locales et ne sont pas coordonnées avec d'autres quartiers pour construire une lutte commune. De plus, si les mots d'ordre ont été traduits politiquement par de nombreux partis, ces conflits localisés cessent systématiquement lorsque l'eau revient ou que le prix du *karo* baisse.

Grèves sectorielles et refondation d'organisations professionnelles

Sans comparaison avec la puissance et le bouillonnement syndical des années 1950 et 1960, le Soudan connaît un début de renouveau syndical et de mobilisations sectorielles. Les syndicats affaiblis ou moribonds après la dictature de Gafaar Nimeiry sont à nouveau dissous dès l'arrivée au pouvoir Omar el-Béchr. Les grandes purges des années 1990 dans l'administration publique, les entreprises d'État et les secteurs clés de l'économie, détruisent ce qui restait d'activisme syndical. En effet les personnes appartenant, ou

45. Dans les zones urbaines, deux systèmes cohabitent : un système d'eau potable en réseau et un système de distribution par *karo*, des charrettes avec un grand bidon tiré par des ânes qui livrent les habitants depuis les puits ou des points d'accès du réseau.

46. Les comités ou assemblées populaires sont des organes de décisions et de représentations au niveau du quartier. Étroitement contrôlés par le régime ils sont souvent, lors des mobilisations, soit complètement mis à l'écart soit un organe de négociation entre les habitants mobilisés et les institutions étatiques.

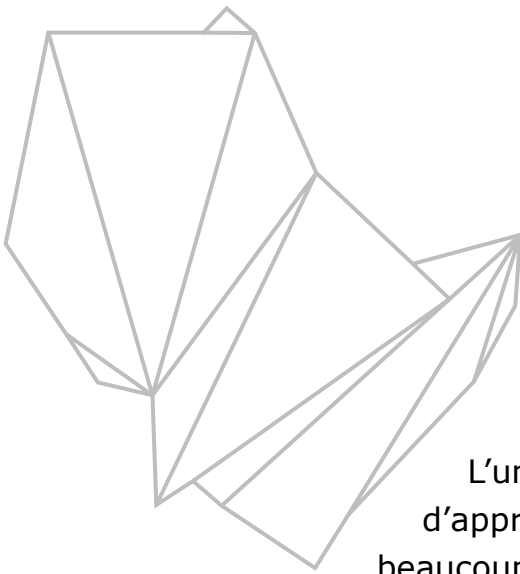
suspectées d'être membres de syndicats ou de partis politiques, sont méthodiquement licenciées de l'administration publique et des grandes entreprises. Progressivement, malgré l'interdiction officielle des syndicats, un certain nombre d'associations professionnelles sont tolérées, des revendications et des mobilisations professionnelles voient le jour durant les années 2010. Des mouvements de grèves d'instituteurs et de professeurs se déroulent dans différentes régions pour réclamer le paiement des arriérés de salaires, des augmentations de salaire, de meilleures conditions de travail. Un « comité de professeurs » est créé et mène la contestation au niveau national.

Une autre catégorie sociale conduit de nombreuses actions ces dernières années : les médecins et le personnel médical. Les hôpitaux sont ainsi le théâtre de nombreuses grèves avec des revendications souvent nationales mais aussi parfois localisées. Celles-ci portent généralement sur le mauvais état des hôpitaux, le manque de moyens humains et matériels, la faiblesse des salaires, ou la non reconnaissance par le gouvernement de certaines épidémies comme le choléra en 2017. Le Sudan Doctors Central Committee, de création récente et très dynamique, a souvent pris la tête de ces mouvements de grève et de protestation. Pour les professeurs, comme pour les médecins et personnels médicaux, la répression prend la forme le plus souvent du licenciement de certains militants et de l'arrestation des leaders syndicaux lors des moments de protestation.

Plusieurs autres secteurs semblent devenir ou redevenir actifs ces dernières années. Ainsi en 2017, les dockers de Port Soudan mènent une mobilisation visant à empêcher la privatisation du port et la probable perte de leurs emplois que cela entraînerait. Cette mobilisation prend la forme assez classique de grèves et parfois de manifestations. Un autre exemple plus particulier est le mouvement de grève et de protestation mené par les pharmaciens pour protester contre la hausse du prix des médicaments. En effet, la plupart des médicaments étant importés, ils connaissent une augmentation brutale de 100% voir 200% suite aux mesures d'austérité décidées par le gouvernement en 2016. En réaction, le Central Pharmacist Committee appelle à diverses grèves (400 pharmacies fermées à Khartoum le 19 novembre 2016), manifestations et sit-in. Plusieurs membres du comité sont arrêtés durant plusieurs jours par les services de sécurité. Enfin⁴⁷ en 2017, des agriculteurs des grands ensembles d'agriculture mécanisée de la Gezira et de Managil tentent

47. Cette énumération n'est pas exhaustive. Nous pourrions ajouter des mouvements de protestation d'avocats portant sur le respect des droits et des procédures légales, de conducteurs de bus concernant l'augmentation des prix de l'essence...

de redynamiser les anciens syndicats agricoles remplacés par des associations de travailleurs en 2015. Ainsi, l'association des fermiers de la Gezira et de Managil tient un congrès en novembre 2017 et essaie de se restructurer à un niveau régional pour lutter contre la vente au secteur privé des terres des agricoles. Plusieurs leaders sont arrêtés à plusieurs reprises par les services de sécurité. Ce regain de conflictualité s'articule à des débats et protestations à l'échelle nationale portant sur le coût de la vie et la libéralisation de l'économie. Ces conflits mettent en lumière l'évolution après 2012 et 2013 vers des luttes plus sectorielles, plus localisées, utilisant à la fois des techniques d'organisation innovantes pour contourner les interdictions légales et des moyens traditionnels de lutte comme la grève. De plus ces mouvements opposent systématiquement des groupes divers à l'État. Ces luttes portent quasiment toutes une critique de l'orientation économique de l'État et demandent un réinvestissement social et économique de l'État pour contrôler les prix, assurer un enseignement de meilleure qualité, pourvoir un service de santé efficace et plus égalitaire, demander plus de contrôle de l'État pour des secteurs clés.



L'université, lieu de mobilisation et de combat politique

L'université est un lieu central de mobilisation et d'apprentissage politique au Soudan comme dans beaucoup d'autres pays. L'histoire de l'université soudanaise depuis la colonisation et la création du Gordon College, qui deviendra plus tard l'Université de Khartoum, est émaillée de mouvements de contestation : mouvement nationaliste des années 1940 et 1950, implication dans les révolutions de 1964 et 1985, compétition entre étudiants communistes et islamistes des années 1960 aux années 1980, nombreuses grèves et protestations contre les régimes politiques et sur les conditions matérielles des étudiants. Depuis la prise de pouvoir des islamistes en 1989, l'université soudanaise a beaucoup évolué. Le nouveau régime a massifié l'éducation supérieure en passant de 4 universités publiques avant 1989 à une trentaine aujourd'hui. Chaque région dispose désormais d'une université publique. Les institutions universitaires ou du supérieur privées sont, quant à elles, passées de 2 à 35 entre 1989 et 2008. L'augmentation des capacités d'accueil s'accompagne d'un processus d'arabisation des cursus et d'islamisation des contenus mais aussi, dans les nouvelles structures ou dans les structures privées, d'une interdiction de toute activité politique. L'Université de Khartoum possède un statut à part car les étudiants sont autorisés à créer des associations étudiantes, ce qui permet de tempérer l'interdiction des activités politiques. De nombreux conflits opposent depuis le début des années 1990 un bloc islamiste à un bloc regroupant plus ou moins l'ensemble des groupes d'opposition dans la majorité des universités. Certaines universités publiques qui organisent de manière irrégulière des élections voient des groupes d'opposition être élus en 2006 à l'Université d'Ahlia et à l'Université de Khartoum. Le contexte est souvent violent sur les campus avec la présence de groupes appelés « unités djihadistes » et composés d'étudiants ayant fait le *djihad* contre la rébellion au Sud et étant retournés à leurs études par la suite. Ces groupes font office de milices du régime avec les étudiants pro-NCP et s'en prennent régulièrement et physiquement aux étudiants de l'opposition. Ces

affrontements sont souvent d'une grande violence, les étudiants s'affrontant avec des bâtons, couteaux, cocktail Molotov et parfois armes de poing.

Évolution et innovation dans les mobilisations étudiantes

Les mobilisations étudiantes ont eu divers objectifs : des revendications matérielles à la chute du régime en passant par la lutte contre la privatisation des universités. Ces luttes incessantes depuis trois décennies ont connu un pic important au cours des années 2000 dans un contexte de relatif bouillonnement associatif et culturel portant les étudiants à la tête de nombreuses contestations. Nous avons vu l'importance de la composante estudiantine dans les mouvements politiques comme Girifna ou SCN, les membres de ces groupes qui ne sont pas étudiants s'étant souvent politisés à l'université au sein d'associations, de syndicats ou de groupes politiques étudiants. De plus, la création d'associations étudiantes d'apparence apolitique a permis au milieu des années 2000 de casser l'affrontement entre le Front Démocratique (FD), proche du PC, et les étudiants du Mouvement Islamique⁴⁸, et de massifier l'opposition au NCP sur les campus. Dans le cadre des accords de paix de 2005 entre le régime soudanais et la rébellion sud-soudanaise menée par le SPLM, les étudiants SPLM bien que toujours alliés au FD perdent de l'importance. Ces nouvelles associations, opposées au Mouvement Islamique Soudanais, ont remporté d'importants succès dans plusieurs universités soudanaises en prenant leur distance vis-à-vis de groupes politiques traditionnels. Cette position distanciée n'empêche pas ces associations d'être alliées aux syndicats d'opposition et d'accepter des membres de ces groupes en leur sein. Ainsi, une association étudiante de l'Université de Khartoum peut abriter en son sein des étudiants non affiliés, des membres du FD, des personnes appartenant au Popular Congress Party (PCP) d'Hassan al-Tourabi⁴⁹ et des personnes venant de familles proches du parti Umma et des Unionistes. L'Université de Khartoum ainsi que l'Université du Soudan et dans une moindre mesure l'Université de Juba et celle d'Ahlia sont durant cette période des laboratoires de formation politique. Des discours publics dans les allées du campus redeviennent réguliers, des associations se créent, les étudiants se mobilisent pour gagner les élections étudiantes (lorsqu'il y a élections), la

48. Le Mouvement islamique soudanais (MIS) est une organisation créée en 1999 à la suite du schisme politique au sein du régime d'Omar el-Béehir et Hassan al-Tourabi qui crée le Popular Congress Party (PCP). Le MIS dominé par le National Congress Party (NCP) au pouvoir a pour objectif d'étendre la base sociale du NCP en intégrant des mouvements islamistes plus radicaux ainsi que des Soufis. Dans les universités les membres des différents groupes appartenant au MIS sont alliés et coordonnent bien souvent leur action.

49. Le PCP mené par Hassan al-Tourabi jusqu'à sa mort est le produit d'une scission au sein du Mouvement islamique soudanais en 1999 qui voit une partie des membres historiques du NIF passer dans l'opposition.

question du genre est largement débattue, des groupes se forment et font des représentations artistiques de rue critiques du régime.

Nous ne ferons pas ici la longue liste des différentes grèves et manifestations des étudiants. Notons cependant que ceux-ci, en dehors des revendications nationales de changement de régime, se sont beaucoup mobilisés sur des questions matérielles. Un certain nombre de mobilisations concernent en effet l'état déplorable (d'après les étudiants) des dortoirs et des locaux universitaires. Quelques grèves ont également eu lieu concernant les rumeurs de vente des locaux historiques de l'Université de Khartoum et le déplacement des étudiants en périphérie de la ville. Mais le motif de mobilisation le plus commun reste la réaction des étudiants à la répression du régime ou à la violence des étudiants pro-régime. Ainsi, de nombreuses grèves et manifestations ont lieu pour demander la réintégration de militants exclus de l'université, la libération d'étudiants emprisonnés, dénoncer la présence de la police sur les campus, et la violence de la police et des étudiants pro-régime. La répression contre les étudiants s'étale en plusieurs volets : à côté d'une répression des services de sécurité il faut ajouter les affrontements avec les étudiants du NCP et les mesures disciplinaires prises par les universités. Certaines ont été fermées des mois durant pour empêcher ce type de conflictualité.

Une conflictualité intense : le cas des mobilisations des étudiants darfouris

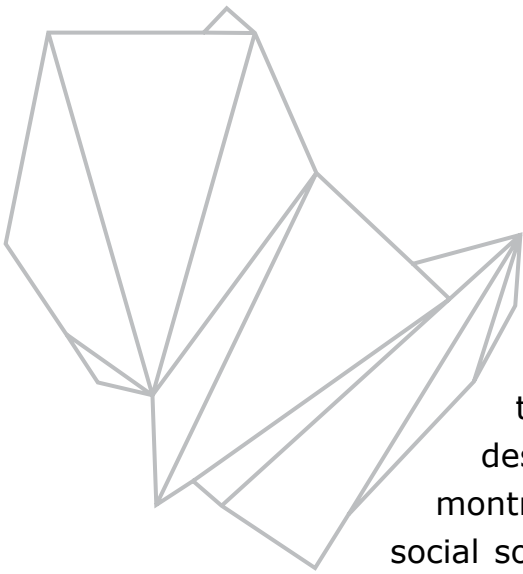
L'éclosion des associations a aussi été l'occasion pour les Darfouris et les Noubas de créer des associations culturelles pour représenter leurs intérêts. Bien souvent présentées comme des associations culturelles ou des clubs de réflexion, elles sont souvent l'occasion, sous une forme légale, de faire valoir les griefs politiques particuliers des populations venant de ces zones en guerre et marginalisées. L'appartenance à ces associations n'empêche pas de nombreux étudiants d'être également proches des branches politiques des groupes armés du Darfour notamment du United Popular Front (UPF) ou du Sudan Liberation Army de Minni Minawi (SLA/MM). La Darfur Student's Association est présente dans de nombreux campus.

Au cours des années 2010, ces associations étudiantes ont commencé à réclamer l'application des accords de Doha signés en 2008 avec une partie des rebelles du Darfour. Ces accords prévoyaient une exemption des frais

d'inscription pour les étudiants venant du Darfour. L'application de cette mesure, jamais adoptée en dehors du Darfour, est alors l'objet d'une campagne intense de la part des étudiants des associations et groupes politiques darfouris. De nombreux discours publics sont organisés dans les universités (et à l'extérieur) ainsi que des manifestations et *sit in*. Ces rassemblements sont presque systématiquement attaqués par les étudiants proches du NCP et ces attaques font plusieurs morts et de nombreux blessés⁵⁰. L'indignation et la dénonciation du traitement sécuritaire de la question du Darfour représentent un facteur supplémentaire de mobilisation des étudiants darfouris. Les arrestations et disparitions à répétition des leaders étudiants politiques ou associatifs et les procès dénoncés comme « politiques » sont l'occasion de luttes qui dépassent les étudiants darfouris. Ainsi, les actions pour dénoncer la condamnation de l'étudiant Asim Omer accusé d'avoir tué un policier lors d'une manifestation à l'Université de Khartoum contre la privatisation du campus historique rassemblent au-delà des origines géographiques et ethniques. Plus largement, de nombreux mouvements dénoncent les violences dont font l'objet les Darfouris après chaque mort d'étudiant.

Néanmoins, si les groupes politiques traditionnels et les mouvements émergents arrivent parfois à s'articuler avec les groupes venant des régions marginalisées, la défiance réciproque est de mise et les tensions demeurent parfois très fortes. A l'enterrement d'un militant darfouris, par exemple, une délégation de militants du « centre » avec notamment des militants de Girifna et d'autres groupes ont été fortement pris à partie par des jeunes du Darfour et n'ont échappé au lynchage que grâce à l'intervention de militants étudiants darfouris.

50. De manière non exhaustive, ces affrontements ont eu lieu à la Holy Quran University, Sudan University, University of Khartoum, El Nilein, Al Ahlya, El Gezira University, Bakht el Ribat University, El Obeid University, Omdurman Islamic University...



Conclusion

Malgré le relatif échec des grandes mobilisations appelant à la chute du régime et à la fin des politiques d'austérité, plusieurs mobilisations montrent non seulement la vitalité d'un mouvement social soudanais protéiforme, mais aussi sa capacité à s'adapter et à poser un véritable défi au régime. La configuration autoritaire du régime soudanais ne peut empêcher des mobilisations d'amplitudes et d'ambitions diverses. Cette expression du dissentiment politique de manière publique et collective est un acte social fort dans un contexte d'omniprésence des services de sécurité, de répression de toute contestation exprimée en public, de censure des journaux, de contrôle politique des administrations et des grandes entreprises privées. A l'intérieur de ce régime, le mouvement social soudanais, dans ses différentes formes, est tout de même parvenu à construire un certain nombre d'outils et de pratiques innovantes. Ces pratiques ont évolué, se sont affinées avec l'expérience accumulée des militants. Elles s'expriment à la fois dans une continuité des répertoires de l'action collective élaborés dans le champ partisan et syndical (grèves, manifestations, pétitions...), et en rupture avec ceux-ci par l'intégration de pratiques issues du bouillonnement étudiant et des militants associatifs développées entre 2003 et 2014 (discours de rue, médias sociaux, iconographie, *sit in* dans certains cas...).

Le second enseignement à tirer de ces mobilisations concerne la diffusion des pratiques élaborées par des mouvements politiques de jeunes. En effet, elles ont été copiées, imitées puis hybridées avec d'autres pratiques spécifiques dans le champ partisan et syndical mais aussi dans les très nombreuses luttes locales et/ou sectorielles qui ont émergé dans les années 2010. Les répressions meurtrières de 2012/2013 pourraient laisser l'impression d'un endiguement des mobilisations nationales de contestation. Cela n'est pas totalement faux mais la conflictualité demeure aussi forte, bien qu'elle apparaisse plus sectorielle. Cet émiettement des mobilisations provient en partie de l'acceptation d'une impossibilité de renverser le régime par des

manifestations de rue massives, d'une impression de fermeture de la structure des opportunités politiques. Les militants ont donc redirigé leurs efforts, de manière consciente ou inconsciente, vers des luttes plus localisées, plus ciblées. Cette stratégie que certains tentent de théoriser, a ainsi pour objectif de perturber l'ordre établi et d'affaiblir le régime autant que possible, mais aussi de recruter, former, politiser par le bas. Elle n'est pas sans rappeler dans une certaine mesure la stratégie du Parti communiste soudanais dans les années 1950 et 1960 qui entendait se construire par le bas et l'action syndicale. L'objectif pour de nombreux militants est d'arriver à construire des plateformes pour regrouper ces différentes luttes et ainsi créer de la fluidité entre champs sociaux pour créer une crise politique d'ampleur. Cet objectif semble au regard de l'histoire des mobilisations soudanaises et des mouvements sociaux difficilement atteignable du fait de l'autonomie des champs sociaux et de formes de segmentation socio-économiques et géographiques à l'œuvre. De plus, les projets politiques des mouvements, partis et syndicats sont souvent assez flous et ne s'expriment pas dans une grammaire unifiée : on retrouve ainsi des discours teintés de références à l'islam, au panarabisme, à la lutte des classes, à côté de discours s'exprimant parfois dans une grammaire globalisée des droits humains ou parfois postcoloniaux. Cependant, mis à part quelques groupes et mouvements, on peut dégager des objectifs communs (en dehors de la chute du régime) : une plus grande justice sociale ou égalité sociale, la sécularisation de l'État, la fin des guerres civiles, la fin des discriminations à l'encontre de groupes sur des bases d'appartenance, une plus grande égalité entre les territoires dans la répartition des moyens de l'État, le renforcement des secteurs de l'éducation nationale et de la santé publique. Ces objectifs, promus de manières éclectique par les groupes impliqués dans les organisations de l'opposition (syndicats, mouvements politiques, partis), sont rarement détaillés et précis et très clairement traités comme un objectif secondaire à la chute du régime en place. Le dernier enseignement notable de ces luttes émane du rapport qu'elles entretiennent à la au régime et à la répression. Celle ci prend des formes hétérogènes en fonction des statuts sociaux des individus concernés par elle. Cette économie de la répression et de la violence est donc basée sur des critères de classe sociale, d'origine ethnique et géographique et de prestige familial, ces trois critères étant bien souvent imbriqués et articulés les uns avec les autres.

Outre l'action violente qui agit sur les corps (arrestation, torture, passage à tabac...) menée par la NISS⁵¹, il existe toute une série de mesures visant à empêcher le militantisme. Ces mesures vont du harcèlement administratif (difficulté à obtenir des papiers) ou physique (intimidation de la famille) à la difficulté de trouver des emplois dans de nombreux secteurs (impossibilité dans l'administration et les grandes entreprises liées au régime). Les militants politiques s'adaptent en permanence, tout comme l'appareil répressif dans un échange de coups permanents. Par exemple, dépassée dans un premier temps par l'activité en ligne des militants, la NISS a réagi en créant de faux comptes pour surveiller leurs activités avant de créer des unités responsables de surveiller les réseaux sociaux, l'activité des groupes d'opposition et la presse en ligne. Face à cette surveillance accrue, les militants font migrer leurs sites d'abord à l'étranger, créent eux-mêmes de faux comptes et utilisent de plus en plus des messageries cryptées (WhatsApp) pour diffuser leurs messages. Malgré la répression, le basculement dans la violence armée n'a rien d'évident - contrairement peut-être aux générations antérieures. Si un certain nombre de Noubas participent ou ont pris les armes dans le Sud Kordofan, il semble que la tentation du basculement dans la violence physique soit très minoritaire y compris chez les étudiants darfouris proches des mouvements armés. Ces mouvements ont perdu du terrain et beaucoup de prestige ces dernières années. La violence d'État semble de manière assez classique produire trois effets sur les trajectoires des militants : un exil massif (notamment ceux dont les cercles sociaux sont les moins denses et le capital social et politique moins élevé), un retrait de l'activité politique (souvent lorsque l'environnement familial n'est lui-même pas militant ou lorsque des enfants naissent) et enfin le maintien dans l'activité militante. Ce maintien peut garder les mêmes formes qu'antérieurement ou conduire à des formes de radicalisation dans la cause, radicalisation qui ne veut pas forcément dire un passage à la violence armée. La plupart des mouvements et militants sont pacifistes, non dans un sens de non-violence totale mais dans l'exclusion du passage à la lutte armée ou à des formes de violences plus radicales.

51. La torture a un effet fort sur les trajectoires des individus interrogés. Sur cette question voir Gilles Dorronsoro, « La torture discrète : capital social, radicalisation et désengagement militant dans un régime sécuritaire », *European Journal Of Turkish Studies*, 2008, ur1.ca/pg7v5.